

**VILLE DE MONTMORENCY  
VAL D'OISE**

\*\*\*\*\*

Service Enfance – NSL/KA/LDS

**DECISION N° 11.25.235**

RENDU COMPTE AU  
CONSEIL MUNICIPAL  
DU

**Objet : Convention de mise à disposition d'une salle au profit de l'association  
L'AMICALE JULES FERRY pour l'organisation d'une réunion d'assemblée  
générale le mardi 25 novembre 2025 de 19h00 à 21h00.**

**Le Maire de la Ville de Montmorency,**

VU les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L.2125-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques,

VU l'article L. 212-5 du Code de l'Education,

VU la délibération n° 1 (point 5) du Conseil Municipal en date du 16 juillet 2020 déléguant au Maire des pouvoirs dans la limite des prescriptions contenues dans l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT que l'association L'AMICALE JULES FERRY a sollicité la mise à disposition de l'espace du préau 1 de l'école élémentaire Jules Ferry pour la tenue d'une réunion de son assemblée générale le mardi 25 novembre 2025 de 19h00 à 21h00.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** De signer une convention de mise à disposition de l'espace du préau 1 de l'école élémentaire Jules Ferry avec l'association L'AMICALE JULES FERRY, 101 avenue Charles de Gaulle – 95160 – Montmorency.

**ARTICLE 2** La convention est conclue pour une mise à disposition de la salle le mardi 25 novembre 2025 de 19h00 à 21h00.

**ARTICLE 3** Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit.

**ARTICLE 4** Les autres clauses et conditions sont énoncées dans la convention jointe à la présente décision.

**ARTICLE 5** La présente décision sera transmise à Monsieur le Sous-préfet de Sarcelles et transcrite sur le registre des délibérations du Conseil Municipal.

Montmorency, le 17 novembre 2025

**Maxime THORY,**

Maire



Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Paris, ou d'un recours devant le Tribunal Administratif de Paris, dans un délai de deux mois à compter de la date exécutoire. Il peut également faire l'objet, dans le même délai, d'un recours gracieux auprès du Maire, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :  
- à compter de la notification de la réponse ;  
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Ville pendant ce délai.

Transmise en S/Pref. le : 20 NOV. 2025

Publiée le : 20 NOV. 2025

Affichée le :

Certifiée exécutoire par le Maire,

Montmorency, le



Pour le maire  
et par délégation,  
Le D.G.A.S.  
Anne-Marie SORET